

Afrique : les armées et leur implication dans la politique



Les officiers des pays africains appartiennent au même type de société que les dirigeants politiques. Mais le recours à la violence dans la pratique du pouvoir, dysfonctionnement des institutions, peut conduire au putsch.

Cet aspect a été abordé au cours d'un colloque international organisé, le 5 octobre 2016 à Paris, par l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire. Y ont notamment participé : Maggie Dwyer, Université d'Édimbourg ; Judith Verweijen, Université de Gand ; Marc-André Boisvert, Université d'East Anglia (Angleterre).

Mutineries militaires. Entre 1960 et 2014, quelque 60 mutineries se sont produites dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, indique Maggie Dwyer. Définies comme des actes d'indiscipline collective sans rapport avec l'accession au pouvoir, elles ont en commun un malaise des soldats envers leurs supérieurs pour diverses raisons : insuffisances en matière de solde, d'administration et d'habillement, incompétence des chefs et décisions hâtives sur les effectifs, affectations et promotions. Par contre, la hiérarchie et l'organisation des armées sont bien acceptées. Même si chacune présente des aspects uniques dans le temps et les pays, les mutineries ressemblent aux mouvements sociaux du monde

civil : détermination d'objectifs qui nécessitent planification et coordination ; prises d'otages ; occupation d'infrastructures stratégiques comme les centrales électriques, ports et aéroports ; usage des médias (radio et réseaux sociaux) pour attirer l'attention sur leur cause. Quoiqu'en majorité soucieux de stabiliser la situation sans violence, les mutins ne savent pas toujours la maîtriser, avec comme conséquence un nombre élevé de victimes. En Afrique de l'Ouest et du Centre, les mutins reprochent aux officiers supérieurs, qui disposent d'avantages économiques pour des raisons historiques, leur style de vie (luxe et belles demeures) et leur comportement, en contradiction avec les valeurs qu'ils devraient prôner. Nombre d'officiers supérieurs se considèrent comme une élite avec une organisation homogène dotée de privilèges dont ils abusent. Ainsi, au Burkina-Faso, certains faisaient entrer leurs fils dans les armées, quelles que soient leurs aptitudes ou qualifications. Mais depuis quelques années, les jeunes officiers ressentent un besoin profond de justice.

Réseaux clientélistes. Les liens, risqués, d'interdépendance entre forces armées et autorités politiques se manifestent notamment en République démocratique du Congo (RDC). Judith Verweijen cite à l'appui une étude de 1985 sur ses armées : *« L'hégémonie et le pouvoir de l'État reposent sur la force militaire qu'il contrôle. Mais cette force n'est guère fiable en temps de crise, car ses déprédations minent la crédibilité de l'État et ses caprices pourraient menacer l'État lui-même. »* La chaîne de commandement peut être contournée par le cabinet présidentiel. Véritable archipel d'États, la RDC est régie par des réseaux, qui fonctionnent par coercition ou cooptation. Les autorités locales ou des groupes armés gèrent des régions entières de façon quasi autonome. Les troupes régulières comprennent : la Garde républicaine, chargée de la répression dans les zones critiques ; l'infanterie légère, formée à l'étranger, pour répondre aux menaces majeures ; la masse des troupes, mal équipées et déployées dans l'Est du pays pour y contenir les groupes armés et assurer un minimum de maintien de l'ordre. Pour conserver leur loyalisme, les autorités politiques procèdent à des restructurations fréquentes ou des rotations rapides de commandement. Ainsi, pour améliorer sa maigre solde (120 \$/mois), un colonel va demander une affectation dans une zone lucrative, qui lui donne accès à des ressources supplémentaires, officielles ou officieuses. La haute hiérarchie militaire locale fait remonter les recettes des extractions minières ou des ressources agricoles vers la capitale Kinshasa, en prélevant sa dîme. Pour les soldats, qu'accompagne leur famille, les conditions de service se négocient, notamment les demandes de

congé. Toutefois, les réseaux parallèles peuvent influencer la hiérarchie. Selon Judith Verweijen, cette insécurité permanente maintient le statu quo, et bloque toute velléité de réforme.

Autopsie d'une défaillance. La crise au Mali (2012-2013) montre l'écroulement de la cohésion, de la discipline et de l'autorité au sein des forces armées, explique Marc-André Boisvert. Journaliste au Mali en 2013, il y a réalisé 70 interviews. L'armée régulière, perçue par la population du Nord du pays comme un corps expéditionnaire puis une troupe d'occupation, en a déjà perdu le contrôle lors de l'invasion de rebelles touaregs. Les autorités politiques n'avaient pas pris en compte les difficultés des soldats démoralisés, qui se sentaient isolés de l'État avec l'impression de ne pas faire partie de la même institution que leurs cadres. Le commandement militaire était miné par la corruption, surtout dans le Nord. Le recrutement et les plans de carrière reposaient sur les relations de clientélisme. Alors que les sous-officiers connaissaient leurs soldats et la situation sur le terrain, les officiers avaient été, pour la plupart, formés à l'étranger (France, Union soviétique ou Chine), avec un choc des cultures conséquent. Depuis l'indépendance en 1960, les forces armées ont fonctionné de façon empirique, sans véritable doctrine militaire. Sur le front, les combattants n'avaient pas eu le temps de bien se connaître, en raison des rotations fréquentes, d'un entraînement au jour le jour, des tensions entre unités et de la violence autour de la capitale Bamako. Le général Moussa Traoré, arrivé au pouvoir par un coup d'État militaire puis renversé par un autre (1968-1991), l'a même théorisé, indique Marc-André Boisvert : « *C'est une prise de conscience par les militaires qui ont compris qu'il faut une solution militaire et que leurs supérieurs ne pourront pas la gérer. (...) Juste avant le coup d'État, il y avait deux groupes distincts qui avaient compris que les politiques ne pouvaient pas gérer la crise* ».

Loïc Salmon

Afrique : les armées, leur construction et leur rôle dans la formation de l'État

Centrafrique : l'opération « Sangaris » au niveau « opératif »

Mali : succès de la Mission européenne de formation et d'expertise

Parmi les 218 officiers africains issus de l'École de formation des officiers du régime transitoire des troupes de marine (ex-d'outre-mer) entre 1956 et 1965, 81 ont occupé de hautes fonctions militaires ou civiles : chefs d'état-major,

commandants des forces armées ou commandants de la gendarmerie, 22 ; préfets, 9 ; ambassadeurs, 8 ; ministres, 26 ; ministres de la Défense ; 5 ; chefs de l'État, 14. Parmi les 218 élèves sortis officiers, 1 est mort pour la France, 2 ont été tués au combat et 4 par accident. En outre, 13 ont été assassinés et 27 ont été impliqués dans des putschs militaires. Certaines promotions comptent des chefs d'État dans leurs rangs : celle du « Centenaire » (1956-1958), 1 colonel et 1 général au Dahomey (devenu Bénin) ; « N'Tchoréré » (1957-1959), 1 commandant au Dahomey , 1 général au Niger, 2 généraux au Tchad, 1 général à Madagascar et 1 colonel en Haute-Volta (devenue Burkina-Faso) ; « Communauté » (1958-1960), 1 général et 1 commandant au Dahomey ; « Monthermé » (1959-1961), 1 capitaine au Congo et 1 général au Mali ; « Saint-Exupéry » (1961-1964), 1 général au Niger et 1 général en République Centrafricaine.